



Anais das Bibliotecas, Museus e Arquivo Histórico Municipais

Revista Trimestral

LISBOA

Director

N.º 15

O Inspector das Bibliotecas, Museus e Arquivo
Histórico Municipais — Joaquim Leitão

Janeiro
a Março

1935



COLABORADORES

A. VIEIRA DA SILVA, AFONSO DE DORNELAS,
ALBINO FORJAZ DE SAMPAIO,
ANTÓNIO BAIÃO, Dr. ANTÓNIO RODRIGUES CAVALHEIRO,
ARTUR DA MOTA ALVES, COSTA VEIGA,
FIDELINO DE FIGUEIREDO, GUSTAVO DE MATOS SEQUEIRA,
HENRIQUE CAMPOS FERREIRA LIMA,
JOÃO DA SILVA CORREIA, JUAN TENA FERNANDEZ,
JÚLIO DANTAS, LARANJO COELHO,
LUÍS DE FREITAS BRANCO, LUÍS DA CUNHA GONÇALVES,
LUÍS DE MACEDO, Prof. MOSÉS BENSABAT AMZALAK,
QUIRINO DA FONSECA, SAMPAYO RIBEIRO,
JOAQUIM LEITÃO, ETC., ETC.

Anais das Bibliotecas,
Museus e Arquivo Histórico Municipais

Oferta

-0. NOV. 1998

Inspecção das Bibliotecas, Museus e Arquivo Histórico Municipais de Lisboa

Anais das Bibliotecas Museus e Arquivo Histórico Municipais

PUBLICAÇÃO TRIMESTRAL

ANO V—N.º 15—1935

Dirigida por Joaquim Leitão

Inspector das Bibliotecas,
Museus e Arquivo Histórico Municipais de Lisboa



Anais das Bibliotecas, Museus e Arquivo Histórico Municipais

ANO V

LISBOA — JANEIRO A MARÇO DE 1935

N.º 15

Lisboa sob o Duque de Alba

segundo um manuscrito da Biblioteca Nacional
de Paris

O documento que adiante se publica, e que reputamos inédito, faz parte do Fundo Português dos manuscritos da Biblioteca Nacional de Paris, e tem a importância de transmitir o testemunho directo de alguém que, vivendo em Lisboa à data da ocupação castelhana, nos fornece dados curiosos sobre o que se passava na capital quando nela dispunha de vidas e fazendas a soldadesca invasora do Duque de Alba.

São, de facto, bem vivas as impressões descritas nesta carta: — as precauções dos usurpadores, receiosos sempre das manobras do Prior do Crato (a esse tempo, de resto, já exilado); a rede extensíssima de espionagem, tudo e todos envolvendo, não havendo que fiar em parentesco ou amizade; as desordens sangrentas entre portugueses e castelhanos; o espectro da fome pairando sobre o país arruinado.

E quem é o autor da carta? Do texto depreende-se ser alguém que exercia extra-oficialmente funções consu-

lares. Tudo indica, portanto, tratar-se de Melchior de Rieux, que, segundo o Visconde de Caix de Saint-Aymour, nessa data desempenhava em Lisboa tal papel, nunca tendo sido, todavia, instalado definitivamente pelo seu governo.
— R. C.

De Lisbonne, du 13 Avril, 1581

J'ay receu la vôtre du 4 Avril avec celles que m'avez envoyées par Santaren, lesquelles j'ay délibéré porter moy mesme, et les donner ès mains de la mesme personne à qui elles s'adressent parce que je n'ay osé les envoyer par tierce personne, pour les grands dangers qu'il y a pour le jourd'huy, car il ne sort personne d'une lieue hors de Lisbonne quy ne soit visité, principalement Portugays, soit par mer ou par terre. Et puy que cest chose qui vous importe tant, il me semble que je feray mon debvoir de les porter moy-mesme; de S.^e Aren [*sic*], je délibère d'aller jusqu'à la court de ce roy, pour les affaires d'un marchand françoys, de Bayonne, auquel est deu huist mille cinq cens escuz de bled, qu'il a vendu du temps des gouverneurs à Don Juan Tello, l'un desdits gouverneurs, et nen a jamais sceu estre payé, ayant encore de puis requis son payement par devant le merino mor, quy à présent est veador da fazenda. Et n'en peut rien avoir. Avec ceste occasion, j'yray et aussy pour voir sy je pourois avoir licence d'exercer l'office de consul, suyvant

le pouvoir de Pierre Dor, en attendant ou qu'il le vienne exercer, ou que vous me favorisiez tant que de men fer donner les provisions de Sa Majesté Très Chrestienne, veu que j'ay mis tant de temps à la poursuite des affaires des marchants françoys, comme vous l'aurez assez sceu de puis dix ans que jay la peine de tout ce qui soffre icy, sans autchun proffit. En quoy, Monsieur, je vous supplie me favoriser et avoir esgard aux services que jay faict et que je continue fer, car je sçay bien que sy par votre moyen Sa Majesté Très Chrestienne ny pourvoit dun françoys bien tost les Espagnols y en mettront un à leur dévotion, comme désia y assez de Portugays et aultres quy sont aprez le duc d'Albe, et tous ceux-là ne peuvent fer que mal au service du roy très chrestien et à ses sujets.

Je vous escriroys plus souvent et au long des affaires de ce pays, mays maintenant le danger est tel pour les soubsons où sont les Espagnols, et pour les espions qu'ilz ont partout, à quy ils donnent force argent pour descouvrir et surprendre quelqu'un que nous voyons tous les jours que ceux de quy l'on se fye sont ceux qui trahissent les pre-

miers. Le duc d'Albe met force escoutes par la ville, auxquels il promet et donne beaucoup. Et si quelqu'un parle le moindre mot du monde, incontinent il est saisi par la justice et mis prisonnier, comme ils ont fait de deux françoys auxquels ils ont donné la Jeyne par deux ou trois foys, disant quilz estoient amys dun françoys appellé Pierre Dor, quy se disoit consul des françoys et quil estoit en ceste ville, où il estoit venu pour embarquer don Anthonio dans un navire françoys, quy estoit hors de la barre attendant ledit don Anthonio et le consul, et qu'ilz estoient enfermez en quelque lieu et qui eux deux ou trois aultres françoys, quy sont en fuite, leur faisant de grandes promesses s'ilz les vouloient découvrir, mais, avec toutes les tortures qui leur ont donnéez, ilz nont rien confessé, mais pour certain lon tient que ledit consul a esté en ceste ville, parce que lon dit qu'il cest débarqué à cinq ou six lieues de Lisbonne, en habit de marinier, la barbe rasée, et qu'il est parti de ceste ville dans un navire basque avec ledit don Anthonio, ce qui pouvoit bien estre, parce qu'un homme du pays dudit consul, qui demuroit avec luy et resta en son logis icy pour luy envoyer ses hordes, s'embarqua dans ledit navire en grand diligence au mesme temps, et depuis la Justice la fort cherché, et le consul semblablement, et croy que s'ilz eussent esté trouvez, à ce que l'on

disoit, ils les eussent fait pendre, mesme que le duc d'Albe a fait fort grandes diligences et promis quatre mille escuz à qui luy découvrirait ledit consul. Et ay esté appellé pour en dire ce que j'en sçavois, et nous ont offert, à Chastagnier et à moy, force argent, et ne nous laissoient point à repos, sy bien que quinze jours durant jay tousiours esté en peine, ayant veu ainsy mettre ses pauvres françoys prisonniers et seulement pour le soubson leur donner la Jeygne. Ils ont aussy prins dix ou douze Portugays dans une caravelle portugaise, laquelle portoit victuailles et rafraichissemens, et aultres choses, où alloit pour conducteur un cappitaine portugays, commandeur, auquel et aux aultres de la barque a esté donnée fort asprement la Jeygne, et dist-on qu'ils ont confessé quelque chose, et que don Antonio se devoit embarquer dans un navire françois qui estoit hors la barre. Et y fut incontinent envoyé un navire de guerre et trois gallères, qui ont esté huit jours dehors. Et disent les soldats espagnols qui sont revenuz qu'ils trouvèrent cinq ou six navires françoys à la mer qui s'enfuyrent quant ils cogneurent que cestoit l'armée d'Espagne. Mays nous avons entendu au contraire par un sergent de compagnie basque, qui dict que les Espagnols ne les ossèrent attaquer et que les navires françoys leurs donnèrent une chasse et que les aultres fuyrent,

ce qui est vraysemblable, car les uns furent à S.^e Uval [*sic*] et Sesimbre et les autres revindrent icy et tous troys ou quatre jours les uns aprez les aultres, et pensoit-on qu'il en eust esté mys à fond.

Tous les navires françoys sont arestez, y a un moys et ne peuvent avoir leur congé. Ils ont esté aux maistres des navires à la court et centyla [?] ont eu leur congé, mais il y en a encore quelques vingt qui sont encore arestez. Et vous promects, Monsieur, que les françois passent maintenant de grands travaux en ce pays, où il seroit besoin de remédier et y pourvoir d'un consul. Je craincts qu'à la fin, si vous ne l'entreprenez, qu'aprez en avoir fait la charge si longtemps, sans proffict et avec tant de peynes, un nommé Pero Diaz et aultres qui sollicitent tous les jours le Duc d'Albe, et servent d'espions, en seront pourveulx, s'il ne vous plaist d'y donner ordre, car ils accusent de jour en jour ces pauvres marchand, disant que les uns sont de la Rochelle, les aultres corsayres, que les aultres sortent l'or et l'argent, et en ont fait mettre prisonniers, mays ils ne sont point trouvez coul-pables, et croy qu'ils sortiront.

L'on tient pour certain que les Isles Terceres sont eslevées contre le Roy d'Espagne, et l'on y envoye des gens, car l'on dit qu'ils y ont mis des estrangers, de quoy ils sont bien en peine, et qu'ils ont prins un navire qui venoit du Pérou. Ils

ce fortifient par tout ce pays et sont en crainte, et les Portugays en espérance de se voir quelque jour en liberté. Tous les jours, ils ce tuent les uns les aultres comme chiens, et y a environ quinze jours que les Espaignols tuèrent en leur cartier plus de trente portugays, jusqu'à des femmes et des enfans. Il est vray qu'il a aussy esté fait justice de cinq. Et depuys, onte esté faictes grandes deffences et cry publiés par toutes les rues, sy bien que les pauvres Portugais n'oseront plus dire mot, et seront comme esclaves.

Je ne le vous escriray point, car cela seroit trop long. Il a esté prins plus de quatre cens Portugays pour le fait de don Antonio, depuis cinq ou six jours en ça: Et dict on que les dix ou douze qui estoient dans la barque, entre lesquels y a quelques gentilshommes, pâtiront mort aujourd'huy ou demain, de quoy le peuple est fort triste. Et croy que s'ils sentoient quelque secours estranger que le peuple et partie de la noblesse s'esleveroient facilement.

Ce pays est en grand danger de mourrir de faim, s'il ne vient des bleds de France, parce qu'il est fort cher, et y en a fort peu. Et le moys d'Avril est fort sec. Et les navires françoys n'en ameyneront point, voyant le traitement qui leur est fait; l'on dict que tous les navires sont arrestés en Flandres.

Il est parti cinq navires pour les Indes y a six jours, et va pour vi-

seroy don Francisco Mascarenas avec bien peu de gens, et tous portugays, sinon quelques passagers espagnols. Les navires de la myne ne sont encore partis. Un françois est en fuite, parce que l'on dit qu'il a aydé à embarquer Quarte de Castro avec quelques aultres gentilshommes portugays, au mesme temps que se devoit embarquer don Antonio.

Il y a aussi un cordonnier qu'on dit avoir fait des bottes à don Anthonio, qui est prisonnier et pour ne l'avoir pas decouvert, ils disent qu'il est de la bande des aultres, et condamné à la mort.

*Mss. da Biblioteca Nacional de Paris,
Fonds Portugais, n.º 66, fls. 29-30 v.º*

As Quintas Reais do lugar de Belém

O que tem sido escrito a respeito das propriedades que el-Rei D. João V comprou para os lados de Belém—desde um artigo anónimo que foi publicado, em 1897, no *Domingo Illustrado*, até a *Guia de Portugal*, editada pela Biblioteca Nacional de Lisboa—pode ser resumido assim:

Foram três as quintas compradas: a «de cima», a «do meio» e a «de baixo». Na «de cima» foi construído o palácio da Ajuda. A «de baixo» era do conde de Aveiras e foi comprada, em 1726, por 200.000 cruzados. Havia nela um hospício dos frades arrábidos, antes de eles irem para Mafra. Anexa a esta quinta ficava a do «pátio das Vacas», que era propriedade do conde de S Lourenço e que, por via de sua localização topográfica, se ficou chamando «do meio». Da junção destas duas resultou o *Regius Hortus Suburbanus* «de singular recreação». Depois da demolição das casas do duque de Aveiro, os terraços ajardinados que lhe pertenciam passaram a ampliar os domínios ré-

gios pelo sul e pelo poente, até quasi tёрço da actual calçada do Galvão.

*
* *
*

As asserções que sumariei têm, até agora, corrido mundo como verdade histórica e não me consta que lhes tenham sido opostos reparos de maior ou menor vulto.

Todavia, a verdade é bem diferente.

Mercê dos trabalhos de investigação a que estou procedendo com mira de ajuntar grosso cabedal de achegas que permitam esboçar a história da antiga freguesia de Nossa Senhora da Ajuda, extra-muros de Lisboa, já disponho de elementos bastantes para projectar alguma luz no caso, embora, como é óbvio, não possam ser a última palavra sobre o assunto.

Tornando-os conhecidos e dando conta deles não me move outra pretensão que não contribuir quanto possível para inteiro esclarecimento da matéria.

Isto pôsto, vejamos o que dizem meus apontamentos e o que, por seu mediante, posso afirmar ou avançar.

Só há meia dúzia de anos, pode dizer-se, começou de entrever-se quanto era injusto e fementido o juízo expendido pelos historiadores da velha escola a-respeito do grande Príncipe e grande Rei que foi neto do «Restaurador».

Tal facto deu-se no dia em que o primeiro mortal livre de preconceitos deu em pensar dez minutos seguidos na sua grande, na sua gigantesca figura.

O rei beato, frascário e freirático, o monarca perdulário, megalómano e esbanjador, o «imitador servil» de Luís XIV, começou de entrar em crepúsculo para dar lugar ao habilíssimo diplomata, ao Mecenaz das Artes e das Letras, ao Príncipe preclaríssimo a cuja acção sábia e devotada se deveu um prestígio interno e externo do país não excedido, nem sequer igualado, desde então.

As suas pretensas perdulariedades são, no fim de contas, o maior e mais valioso activo de nosso escasso património artístico.

Os produtos de sua chamada megalomania constituem, bem vistas as coisas, grande parcela — e não de valor insignificante — do nosso tão pobre património monumental.

Com muito raras excepções — e à parte o que nos vem de antes do fim do século de quinhentos — quasi tudo o que compõe a nossa riqueza monumental, artística e bibliográfica a elle se deve; como unicamente a sua acção foi devido o vidente florescimento da architectura, da escultura, da pintura e da música no século XVIII, florescimento que tornou possíveis tôdas as manifestações artísticas do reinado seguinte e a cuja custa têm sido entretrecidos louvores ditirâmbicos em honra do marquês de Pombal.

Não é, porém, occasião de estudar e desenvolver este assunto, pois seria levado muito longe e forçado a afastar-me imenso do ponto que me propôs tratar.

Não sei dizer ao certo quando o «Magnânimo» iniciou a compra de quintas para os lados de Belém, nem tão pouco quanto houve que dispendir nas aquisições.

Em compensação, posso informar que foi de seis o número das quintas que mudaram de proprietário e que, pelo menos, em 1729 já eram todas de Sua Magestade.

Segundo cuido, não teria sido só pelo simples prazer de ter quintas por tais sitios que as transacções tiveram lugar. É possível, se não provável, que a necessidade de livrar de apuros financeiros alguns

de seus mais chegados cortesãos houvesse, de certo modo, e não sei até que pontos, influido no ânimo do monarca.

Então, havia muito já que estavam encorporadas no património da Corôa as quintas circunjacentes ao paço de Alcântara e a vasta Tapada, em cujos sádios ares de campo a pessoa real podia retemperar os pulmões e onde também podia ir a buscar descanso para a rigidez protocolar do paço da Ribeira.

Creio, todavia, que o senhor D. João V nutria especial antipatia pelo velho paço de Alcântara — talvez por supersticiosa repugnância filiada na evocação da azarenta cadeia de acontecimentos de que elle fôra teatro — e que amava entranhadamente a salubridade e os ares puros do lugar de Belém e as pitorescas e arenosas praias que se estendiam, estrada fóra, até a foz do Jamor, pois que vinha muito a miude passear por essas bandas e era relativamente freqüente vê-lo vir a visitar os bons dos frades do convento de Santa Catarina de Ribamar.

É muito provavel que pensasse, a certa altura, em estabelecer em Belém um como «palácio de campo» onde residisse durante os meses de estiagem. Provam-no, a meu ver, a construção do cais e também o estabelecimento de cavaliças reais em Belém e Pedrouços. Em 1729 os serviços delas estavam distribuídos por duas repartições cujos che-

fes eram Manuel Ferreira e Luís Teixeira. Do primeiro dependiam 136 homens, entre cocheiros, sotas-cavaliços e moços; debaixo das ordens do segundo estavam 65 éguariços.

Ora se se atentar em que do paço da Ribeira a estas vastas e, por certo, bem guarnecidas cavaliças mediava coisa de uma légua bem puxada, e se se levar em conta que o monarca, embora amigo do fausto, se regia pelas leis da mais severa ecônomia, chegar-se-á por fôrça à conclusão de que a nova localização das cavaliças não podia ter sido filha de capricho momentâneo, antes teria obedecido a outra qualquer tenção.

Bonda, porém, de circunlóquios e vamos ao que importa.

I

O planalto, em parte artificial, que fica a-cavaleiro da actual calçada da Ajuda e onde estão o Palácio, os quartéis da 5.^a companhia e do 4.^o esquadrão da Guarda Nacional Republicana e ainda o pouco denso casarío que contorna o largo pelo norte, pelo nascente e pelo sul, constituiu noutro tempo o sítio de Nossa Senhora da Ajuda, onde tinha sua séde — desde os felizes dias em que reinava el-Rei D. João III — a vetusta igreja paroquial e real daquela invocação, a qual se erguia precisamente ao-topo do actual largo, onde está um prédio rasteiro

de frente azulejada, junto da curta e íngreme rampa que vai dar aos terrenos da Sacôta.

Nos primeiros anos do século XVIII havia aqui duas quintas, uma mais moderna que a outra. A mais recente chamou-se primeiro «Quinta Nova» e depois «Quinta do Escrivão». Mais tarde foi comprada por D. Lucas Giovine, mestre de música da Princesa do Brasil (Dona Mariana Victória) ao letrado Ambrósio Godinho e, por fim, veio a ser a «Quinta do Seminário».

A outra, muito mais antiga, tinha casas nobres, em que se ingressava por espaçoso pátio, cujas dependências não ocupadas pela criada-gem andavam alugadas a lavradores do sítio.

Seu proprietário só devia aproveitá-la para — como se diz hoje — passar a estação calmosa, pois que apenas no ano de 1710 o topei no «rol dos confessados» da frêguesia.

Era o conde de Óbidos e, em razão do cargo que andava na família do dono, a quinta era conhecida por «Quinta do Conde Meirinho-mór».

Foi esta uma das quintas compradas e, devido à sua situação relativamente às demais, foi, pelo vulgo, apelidada de «Quinta de cima de Sua Magestade».

Como as casas nobres eram muito vastas e boas a Corte deve ter-se aposentado nelas com certa frequência, mórmente no verão.

Todas as vezes que na vizinha Tapada eram corridos javardos, ou quejanda caça grossa, a régia comitiva devia vir a repousar e a pernoitar nelas.

Uma prova de que alguma permanência por aqui se fazia está na construção do teatro da Ópera, cuja inauguração teve lugar a 4 de Novembro de 1789, e que tão grande esplendor alcançou nos reinados subsequentes.

As casas e o pátio são hoje o quartel da 5.^a companhia de infantaria da G. N. R. e a quinta, que se estendia, encosta abaixo, para o sul e em cujo extremo havia uma guarita (talvez mirante ou merendeira em forma de torre) é hoje o Jardim Botânico da Ajuda.

El-Rei D. José ganhou tamanho susto por via do terramoto que jurou não mais habitar em casas de pedra e cal.

Em resultado de tal jura houve de construir-se na Ajuda um palácio enorme, todo ele feito de madeira.

Ora esse palácio não foi construído na área da quinta que fôra do conde Meirinho-mór, mas sim ao norte dela em terrenos que, supponho, já pertenciam ao chamado «Casal do Tojal».

Pelo facto das paredes do novo edificio serem de fácil combustão, ficaram a servir as cozinhas do antigo palácio do conde de Óbidos e fez-se adrede um corpo de comunicação, também de madeira, entre as duas casas.

Por causa disso o antigo pátio de ingresso passou a ser conhecido por «Pátio das Cozinhas», designação ainda subsistente, embora quasi ninguém saiba de sua razão de ser.

E às casas que tinham sido «palácio de campo» dos Assis Mascarenhas entrou de chamar-se «Paço Velho» vocativo que, a meu ver, testemunha eloquentemente que elas haviam sido habitadas em qualquer tempo, e por uso e costume, pela pessoa do Rei.

Nelas habitaram, depois que lhes foi dada a nova designação, várias personagens paças, entre elas o insigne compositor João de Sousa Carvalho que, como é sabido, por morte de célebre David Perez lhe succedeu no exercício e desempenho de todos os cargos e prebendas.

A 10 de Novembro de 1794, não obstante as cozinhas ficarem fora do recinto, o fogo ateou no palácio de madeira (Paço Novo) que ardeu quasi de lés a lés.

Pouco depois, se não immediatamente, e não em 1802 como sempre se tem dito, deu-se começo à construção do palácio que lá está, que é o terceiro dos paços reais da Ajuda e ao qual, com propriedade, se deveria chamar «Paço Novíssimo».

O sr. Dr. Jordão de Freitas, em recentes artigos publicados no jornal *A Voz*, tem-se occupado do assunto com o brilho e a erudição peculiares.

Na *Noticia acerca das Aguas que abastecem os Almojarifados das reaes propriedades quer proprias quer nacionaes no usufructo da Coróa*, a pag. 7., e a-propósito da compra da chamada «Mina dos Marcos», diz-se o seguinte, que demonstra plenamente que as obras do actual palácio se seguiram immediatamente ao incêndio do anterior:

«A sua aquisição (*da mina referida*) deve datar de 1794, epocha em que começaram os trabalhos do novo palacio da Ajuda».

Em vista do narrado, creio ter ficado bem clara a proveniência desta quinta e também evidenciado que nenhum dos dois palácios (o de madeira e o actual) construídos na Ajuda o foi em terrenos dela, mas sim ao norte e ao nascente de sua área.

As suas casas eram o chamado «Paço Velho» (onde também houve fogo, mas já no reinado do senhor D. Pedro V) e delas subsiste ainda muita coisa, quer interior quer exteriormente.

Segundo informações que tenho por fidedignas um comandante (não sei se o actual) da companhia da G. N. R., por ocasião de obras recentes, fez que se respeitasse muita coisa, especialmente tectos apainelados e de caixão, com pinturas a óleo.

II

O terceiro conde de Aveiras, D. João da Silva Telo e Meneses,

tinha duas quintas: uma em Belém e outra em Alcolena. Esta última era conhecida por «Quinta de cima do conde de Aveiras», ou «Quinta do conde de Aveiras da banda de cima». Ficava entalada entre a «Quinta da Calheta» (Pátio das Vacas) e aquela a que poderemos chamar «Quinta de baixo do conde de Aveiras», e estendia-se, encosta abaixo, até quasi o fim da actual calçada do Galvão.

Separada dela pela via pública (travessa do Guarda-mór) ficava outra quinta, que tinha sido do conde de Assumar e que depois, não sei como nem porquê, foi do conde de Santa Cruz. Por morte deste passou a pertencer à viuva (depois marquês de Gouveia) e, quando esta passou a melhor vida, herdou-a seu filho, mais tarde duque de Aveiro.

A «Quinta da Calheta» foi vendida a el-Rei D. João V por Pedro de Vasconcelos e Sousa, que usufruiu várias comendas nas Ordens de Cristo e de Avís e foi mestre de campo general com o governo das armas do Minho, da Beira e do Alentejo, governador e capitão-general do Brasil, embaixador extraordinário à Côrte de Madrid e, por fim, estribeiro-mór da Princesa do Brasil (Dona Mariana Victória). Era sobrinho e genro do conde de Castelo Melhor, que foi ministro e valido del-Rei D. Afonso VI, e filho primogénito de Simão de Vasconcelos e Sousa que, entre outros,

exerceu os cargos de mestre de campo do Terço da Armada e de governador da casa do Infante D. Pedro (ao depois D. Pedro II).

Esta foi a chamada «Quinta real do meio» e em suas casas moraram: em 1701, D. Joana de Távora (viuva de Simão de Vasconcelos e Sousa e mãe do futuro vendedor) com sua filha D. Mariana Terêsa de Alencastre que, depois, havia de casar em primeiras núpcias com o comendador de Alpedrões, Aires de Sousa e Castro, e em segundas com D. Cristovão da Gama (irmão do marquês de Nisa); e de 1702 a 1705, seu cunhado, Manuel de Vasconcelos e Sousa, com a mulher que D. António Caetano de Sousa (in-*Memórias dos Grandes de Portugal*) diz ter-se chamado D. Isabel de Sousa Coutinho, mas a quem os «róis de desobrigas» apelidam teimosamente de Sousa e Lima.

É curioso notar que já em 1701 havia nesta quinta um criado das vacas e por sinal que se chamava Manuel Roiz. Também havia um outro das burras e a sua graça era Matias João.

200.000 cruzados deve ter sido a cifra por que o «Magnânimo» comprou ao terceiro conde de Aveiras as suas duas quintas e não só uma.

A «de baixo», que era onde se erguiam as casas nobres, era residência de luxo em que só havia jardins e, talvez, algum pomar. A outra a «de cima», era cultivada e

dentro dela também havia casas de moradia de que ainda existem restos. Era nesta quinta, e não na outra, que o conde de Aveiras cedera de certo modo aos frades arrábidos uma dependência para se hospedarem quando haviam mistér de vir a Lisboa e onde, para o efeito, estavam sempre dispostas meia dúzia de celas e havia também um refeitório e uma capela improvisada.

Na quaresma de 1695 residia nas casas desta quinta, em companhia de um capelão, o irmão do conde de Aveiras, D. Nuno Álvares de Portugal, que teve entre outras dignidades as de cônego e tesoureiro-mór da Sé de Coimbra e a de deputado do Santo Officio da Inquisição de Lisboa. D. António Caetano de Sousa (*ob. cit.*) di-lo falecido a 25 de Agosto de 1703, mas o rol das desobrigas de tal ano testemunha que foi no dia 21 dêsse mês que ele se finou em Belém.

A-partir de 1710 morava nelas o senhor de Mira, Manuel de Sousa Tavares, que era genro do conde de Aveiras, D. João da Silva Telo, pelo seu casamento com a sexta filha, D. Mariana Josefa de Noronha.

A esta quinta é que se chamou «Quinta real de baixo». E a designação compreendia-se para tódas as três quintas já referidas. Com efeito, quem então descesse a actual calçada do Galvão, desde o ponto em que hoje está o cemitério da Ajuda, encontrava à mão esquerda, as três quintas reais — primeiro: «a

de cima» (actual Jardim Botânico); depois, a certa distância: «a do meio» (Pátio das Vacas), e contigua a esta: «a de baixo» (Jardim Colonial).

A outra quinta do conde de Aveiras não dava para este lado; estendia-se ao longo de um riacho, que levava certo volume de água no inverno e corria por onde é hoje o último trôço da calçada da Ajuda, passando pelo ponto em que actualmente a rua João de Castilho conflue no largo do Museu Agrícola Colonial, lugar onde havia pequena ponte que permitia vadeá-lo a enxuto quando a corrente ia grossa.

Nela tinham os Aveiras seu solar em que residiam o ano todo.

Em 1700, porém, os condes saíram dêle e foram residir para a Quinta do Correio-mór, ao Bom Sucesso, (de que falarei mais adiante) e que estava desabitada e entregue ao caseiro havia coisa de três anos.

Não sei dizer ao certo a causa que levou os Aveiras a abandonarem seu solar, mas presumo que tivessem mandado fazer obras para instalar condignamente a Rainha D. Catarina, viúva de Carlos II, de Inglaterra, senhora que veio residir para seu palácio, buscando, nos ares da beira-mar, alívio para seus achaques.

Embora a sua real pessoa não figure no «rol das desobrigas» do ano seguinte (1701) o certo é que há nele freqüentes referências a «gente do passo» nas imediações.

António Francisco, cosinheiro «da Sr.^a R.» e Miguel João, com prador, moravam na «Segunda travessa de Belém da banda da terra» (hoje, travessa do Marta Pinto). Junto a Pedrouços, morava João Ké que era estribeiro da Rainha. As cavaliças da casa de Aveiras passaram a chamar-se, nesse ano, «cavalh.^{es} do Passo». D. Francisco Side (*Cid*) que era, presumo, estribeiro ou coisa que o valha de D. João da Silva Telo, também foi esbulhado de sua residência e aparece domiciliado em Pedrouços.

Se tudo isto não chegasse, acresce ainda a presença simultânea, em Belém, de D. Arcângela Maria de Portugal e da condessa viúva da Eriçeira, D. Joana Josefa de Meneses, senhoras que ocupavam elevados cargos na Casa da Rainha da Grã Bretanha, bem como a de D. Joana de Távora que, como vimos, residia nesse ano em sua Quinta da Calheta.

Não deve haver pois, segundo julgo, lugar a dúvidas sobre a presença da filha do «Restaurador».

Frei Cláudio da Conceição em seu noticioso *Gabinete Histórico* informa algures que a Rainha D. Catarina residiu no palácio do conde de Aveiras, em Belém, antes de ir morar para a Bemposta, mas não diz o ano em que tal aconteceu.

Deve ter sido em parte dos de 1700 e de 1701, pois na quaresma de 1702 já os Aveiras estavam de

novo debaixo dos tectos de seu suntuoso solar.

Da circunstância daquelas grandes damas da Casa da Rainha não residirem no paço com ela pode concluir-se que suas acomodações não eram numerosas e que, portanto, o solar dos Aveiras seria residência de gosto requintado, sem dúvida esplendidamente situada, mas com relativamente poucos cômodos.

O solar que fôra dos Aveiras, com seu pátio, seus soberbos jardins, seus eirados e varandas sobre o Tejo, nunca foram designados por «Quinta real de baixo».

Depois que em tempos do senhor D. João V aí houve um como jardim zoológico, chamaram-lhe «Quinta dos Bichos», vocativo que ainda perdura aplicado ao pátio que fica à esquerda de quem suba a rampa que conduz ao palácio de Belém.

Ainda a-respeito do conde de Aveiras, devo dizer que estou convencido de que êle tinha ainda outro palácio no lugar de Belém o qual seria a casa nobre, ainda existente (onde tem sua sede o «Colégio Nacional» que o falecido professor Ricardo Almada fundou), cuja frente ocupa todo o lado nascente da actual travessa da Praça, que, julgo, deve ter sido inicialmente terreiro ou pátio desse palácio. É nitidamente uma casa nobre do século XVII. Deve ter sido nela que morreu D. Nuno Álvares de Portugal, nela devem ter residido a

condessa da Ericeira e D. Arcângela Maria de Portugal e para ela deve ter ido residir, já velho e cheio de achaques, o terceiro conde de Aveiras, D. João da Silva Telo e Meneses, depois que vendeu a el-Rei seu amo as duas quintas que possuía.

Vejamos agora a serventia que têm actualmente as casas e terrenos que outrora constituíam as três quintas de que tratámos no longo arrazoado antecedente:

1.º — *Museu Agrícola Colonial*. Está instalado no antigo palácio do Pátio das Vacas, ou seja as casas da Quinta da Calheta (depois «Quinta real do meio»). Nem as casas nem a quinta foram em qualquer tempo do conde de S. Lourenço, mas sim do da Calheta, tendo sido o futuro estribeiro-môr da Princesa do Brasil (D. Mariana Victória), Pedro de Vasconcelos e Sousa, quem o vendeu à Corôa.

2.º — *Jardim Colonial*. É o actual representante do *Regius Hortus Suburbanus*, que, por seu turno, succedeu à «Cêrca de Belém» e antecedeu a «Quinta Real». Resulta da junção dos terrenos da quinta da Calheta e da chamada «quinta de cima do conde de Aveiras». Pode ser que alguma parte dos jardins da antiga casa do duque de Aveiro tivesse sido incorporada no recinto, mas se assim succedeu, a área dêsses terrenos deve ter sido muito pequena.

3.º — *Palácio de Belém*. É o antigo solar dos Aveiras amplia-

do, enriquecido e embelezado por D. João V e acrescentado e desfigurado com novos corpos de edificio no século passado.

4.º — *Quartel da calçada da Ajuda*. Está instalado nas antigas cavaleriças e cocheiras reais construídas no reinado de D. João V na parte da quinta do conde de Aveiras que pegava com o palácio e dava sôbre o tal arroio que corria para o Tejo, mas a juzante da ponte do pátio das Vacas. Foi quartel de artilharia I e depois, sucessivamente, de cavalaria 4, artilharia 3, artilharia da G. N. R. e de cavalaria 7, que é o inquilino actual.

III

Mas... ¿ não teria o conde de S. Lourenço qualquer quinta em Belém que também houvesse sido adquirida pelo senhor D. João V?

Tinha, mas ficava situada a alguns tiros de bésta das já referidas.

Sôbre a praia, a-poente do rendilhado mosteiro dos Jerónimos e mesmo junto à *Merciaria de baixo*, que o Infante D. Luís, filho do «Venturoso», instituíra — eis a localização exacta de tal quinta cujas casas ficavam de ambos lados da estrada de Cascais e comunicavam entre si por um arco que o camartelo só derruiu nos começos dêste século.

Entrava-se nela por brazonado portão, que ainda está de pé, e devia ser «residência de campo», destinada a passar mais amena-

mente durante os rigores da canícula, porque só por excepção se achava habitada pela quaresma.

Todavia, em 1698 morava lá seu dono, o conde Martim Afonso de Melo, e no ano seguinte estava alugada ao segundo conde de Avintes, D. António de Almeida.

Em 1701 residia lá a condessa D. Maria Filipa de Faro, senhora que, conjecturo, devia pertencer ao estado da Rainha viuva de Inglaterra.

Também tenho nota de haver estado alugada, entre 1702 e 1705, ao Almirante de Castela, D. João Tomás Henriquez de Cabrera, conde de Melgar.

Sucedem, porém, que os «róis de desobrigas» são omissos a tal respeito, embora façam menção da «Casa do Almirante», mas fóra da respectiva altura e de modo a impossibilitar-lhe a localização. Contudo, no do ano de 1705 está exarada a seguinte nota — *Aos 28 dias de Julho de 1705 faleço o Almeyr.^{te} de Cast.^a D. Thomas na V.^a de Estremos. Deyxou por herdr.^{os} os P.^{es} da Comp.^a com renda p.^a fazerem hũ Collegio* — e a designação «*Caça do Alm.^{te}*» surge a-de-dentro do rol da «Quinta Velha», quinta que ficava junto a Pedrouços (talvez a actual Quinta da Princesa) e cujo dono, nessa época, ignoro quem fôsse, embora saiba que mais de meio século depois era do conde de Santiago.

Voltando à vaca fria: Depois que el-Rei a comprou passou a chamar-se «Quinta real da praia».

Após o terramoto, como alguns dos cortesãos de maior privança houvessem ficado com as casas de moradia totalmente arruinadas, o senhor D. José I providenciou no sentido de lhes minorar a aflitiva situação, fazendo-lhes várias doações com esse fim.

Assim: ao marquês de Angeja, que ficara sem seu palácio às Cruzes da Sé, doou o antigo forte de S. Pedro da Pólvora, ou da Estrela — ao Altinho da Junqueira — para em seu recinto fazer novas casas; e a seu querido estribeiro-mór, marquês de Marialva — o tal a cujo respeito (segundo refere Beckford) dizia a Pombal: *Faça o que te dêr na gana de toda a nobreza, mas toma conta na maneira por que me trata o marquês de Marialva* — fez mercê da «Quinta da Praia» para se aposentar em suas casas, já para ficar mais próximo da Côrte, já pelo sismo haver posto seu palácio do Loreto em precárias condições.

Embora se ressinta de feição acentuatadamente caricatural, não deve deixar de ler-se a sugestiva descrição que, em data de 8 de Junho de 1787, Beckford nos legou (no 9.º dos apontamentos em fôrma de carta publicados a-coberto do titulo *Sketches of Spain and Portugal*), descrição em que se refere o viver íntimo dos Marialvas nesta quinta de Belém, com seu pátio atravancado de seges e liteiras de rodas meio-desmanteladas pelo uso, tal como nas estações de muda da posta

francêsa, parecença ainda avivada pelos montões de esterco dispostos a êsmo e por entre os quais havia que procurar caminho para se chegar à escadaria principal da casa, embora com risco de tropeçar a todo momento num dos componentes de verdadeira praga de leitões que se escapuliam por entre as pernas de quemquer que fôsse, fazendo tamanha algazarra de guinchos e grunhidos que era um estarrecer...

Ignoro se el-Rei D. José doou a quinta apenas a-título de empréstimo, ou se antes o fez a-título de posse e domínio.

A-pesar de na *Noticia acerca das aguas que abastecem os Almoxtarifados das reaes propriedades*, já referida, se dizer (a pag. 31) que o palácio da quinta era, em 1844, pertença da Real Corôa, o certo é que na página seguinte não o confirma.

Por outro lado, os acontecimentos subsequêntes levam a crer no segundo caso.

Com effeito, por morte do último marquês de Marialva, parece que a quinta coube em partilhas à filha que era casada com o marquês de Loulé que foi morto em Salvaterra. O filho dêste, primeiro duque de Loulé por via do casamento com a Infanta Dona Ana de Jesús Maria, depois de lhe deitarem fogo ao palácio que tinha a S. Vicente e após vários outros precalços que teve, veio para aqui morar e seus descendentes continuaram lá morando

ininterruptamente anos sôbre anos até que, há pouco tempo, a venderam ao Estado para nela se instalar, salvo erro, a Faculdade de Lêtras da Universidade de Lisboa.

Mas, por causas várias que desconheço, o que veio a instalar-se e a funcionar debaixo dos tectos da remodelada casa nobre foi o Liceu de D. João de Castro.

IV

Das quintas compradas por el-Rei D. João V só falta referir uma — a do Correio-mór.

A transacção, segundo o sr. Godofredo Ferreira (*Dos Correios môres do Reino aos Administradores gerais dos Correios e Telégrafos* — pag. 29), teve lugar em 1727 e o vendedor foi o nono Correio-mór, Luís Victório de Sousa da Mata Coutinho, antepassado dos marquêses de Penafiel, que nela havia nascido em Outubro de 1688.

Esta quinta, como a anterior, tinha casas de ambas beiras da estrada, embora, que me conste, não houvesse passadiço que as unisse.

A parte principal ficava comprehendida entre a quinta do conde de S. Lourenço e a cerca do vizinho convento de Nossa Senhora do Bom Sucesso, de dominicanas irlandesas.

Nela exalou o último suspiro, a 8 de Novembro de 1696, o oitavo Correio-mór, Duarte de Sousa Coutinho, que aqui tinha residência

permanente. Coisa de um ano depois, sua viuva, D. Isabel Caffaro, e mais familia abandonaram-na e foram residir não sei para onde, mas, com certeza, para fora dos limites da antiga frêguesia de Nossa Senhora da Ajuda e, presumivelmente, para a outra propriedade das cercanias de Loures.

E até que foi vendida, salvo no período em que lá morou o conde de Aveiras, esteve sempre confiada à guarda do caseiro; não mais voltou a ser habitada pelos donos.

A fachada da casa nobre, com seu belo portal seiscentista, ainda hoje existe e tem interesse.

Depois do terramoto residiu nela muitos anos o Conde-barão, mas ignoro se por aluguer, se por empréstimo ou em que condição. O certo é que não sei dizer porque foi que esta quinta deixou de pertencer à Corôa e não está hoje na posse do Estado.

Actualmente é propriedade da firma Cordeiro, Santos & Ferreira que nela tem instalada uma fábrica de conservas.

Diligenciei alcançar dos actuais proprietários quaisquer esclarecimentos mediante os quais pudesse atar o fio da meada, mas S. Ex.^{as} escarneceram da minha pretensão, acharam insólito que quisesse saber a quem haviam comprado a casa,

aconselharam-me a que me deitasse a adivinhar e manifestaram o mais soberano desprezo pelos Correios môres, ao mais certo por não poderiam dêles fazer compota ou outra qualquer conserva por processos rotineiros...

Tão estranho procedimento impossibilitou-me por agora qualquer nova investigação e, como é natural, contrariou-me e desgostou-me grandemente.

Seria talvez esta a oportunidade de verberar tal atitude, que revela muita descortezia e põe a escâncaras uma cultura intelectual menos que rudimentar.

Quero crer, porém, que seria gastar cera com ruíns defuntos...

Por isso me limito a curvar-me reverente perante tamanha estreiteza de vistas e a tributar-lhe minha menágem mais rendida...

*

A cadeia de apontamentos que aí fica não é evidentemente a história das «Quintas reais do lugar de Belém», mas, quero crer, constitue achega de vulto para quem a quisér fazer.

Oxalá.

Algés, Fevereiro de 1935.

MÁRIO DE SAMPAYO RIBEIRO.

Ainda a casa onde faleceu Camões

O projecto e as considerações apresentadas pelo Sr. Vereador Luiz Pastor de Macêdo, em sessão da Comissão Administrativa da Câmara Municipal de Lisboa, de 23 de Agosto de 1934, levantaram reparos do Sr. Nicolau Pinto Correia, actual proprietário do prédio com a lápida comemorativa na Calçada de Sant'Ana, que êle apresentou ao mesmo Vereador, numa exposição datada de 5 de Outubro do dito ano.

Estudado novamente o assunto pelos vogais da Comissão de Estética Cidadina, que foram primeiro encarregados da justificação da proposta de remoção da lápida, na suposição de que nessa exposição poderia ser apresentado qualquer novo documento ou argumento sério que os fizessem alterar as suas deduições ou conclusões, verificaram que nenhum facto novo havia sido aduzido que os levasse a modificarem o seu primeiro parecer.

O Sr. Vereador Luiz Pastor de Macêdo apresentou a exposição do interessado e o novo parecer dos mesmos vogais, na sessão da Comissão de Estética Cidadina, de 7

de Janeiro de 1935, a qual aprovou o parecer, que o Sr. Vereador fez chegar às mãos do Sr. Presidente da Comissão Administrativa da Câmara.

*

Publicam-se a seguir a exposição citada do interessado, e o parecer que acêrca dela foi elaborado pelos vogais da Comissão nomeada para o estudo do assunto.

Memória expositiva, apresentada por Nicolau Pinto Correia, ao Excelentíssimo Senhor Luiz Pastor de Macêdo, Digníssimo Presidente do Conselho de Estética Cidadina, e Vogal da Comissão Administrativa do Município de Lisboa, segundo a indicação do mesmo Excelentíssimo Senhor.

*Ilustríssimo e Excelentíssimo
Senhor Vereador,
Luiz Pastor de Macêdo:*

Na sessão da Comissão Administrativa da Câmara Municipal de Lisboa, efectuada em 23 de Agosto

de 1934, foi por Vossa Excelência apresentada uma proposta, baseada numas dúvidas levantadas pelo Ex.^{mo} Sr. Dr. José de Figueiredo, e num parecer emitido pelos Ex.^{mos} Srs. engenheiro Augusto Vieira da Silva e Gustavo de Matos Sequeira, que, dessa missão, foram, por Vossa Excelência, encarregados. A parte dessa proposta que, pessoal e directamente interessa ao expositor Nicolau Pinto Correia, na qualidade de proprietário do prédio ao qual a mesma se refere, vai integralmente transcrita nesta exposição, e é como segue:

«1) — Que, não tendo qualquer significado histórico, seja retirada a lápida comemorativa da morte de Luiz de Camões, que se acha colocada no prédio da esquina da Calçada de Sant'Ana para as Escadinhas de S. Luiz.

2) — Que, no cunhal sudoeste do pavilhão do Instituto Bacteriológico Câmara Pestana (local correspondente à porta travessa da antiga ermida de Sant'Ana), a Câmara Municipal de Lisboa, recordando terem ali estado sepultados os ossos da nossa maior glória literária, mande colocar uma lápida comemorativa, que deverá ser descerrada no próximo dia 10 de Junho de 1935.»

Devemos, desde já, observar a Vossa Excelência, que o parecer dos Ex.^{mos} Srs. engenheiro Augusto Vieira da Silva e Gustavo de Matos Sequeira, depois de fazer algumas confusas citações, conclui por pôr

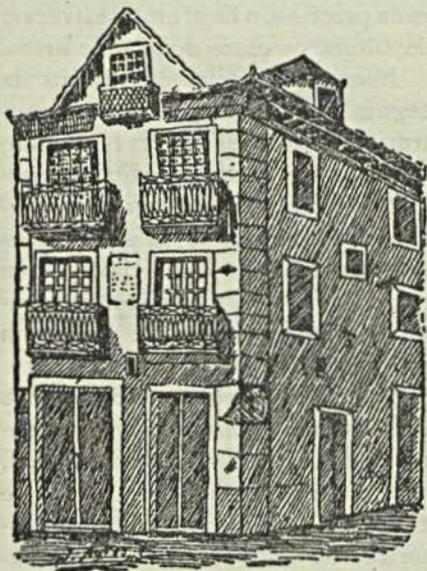
em dúvida a autenticidade de se ter dado a morte do extraordinário cantor das Glórias Portuguesas, na casa que sempre foi citada como tendo sido o refúgio que lhe serviu para suportar os seus longos sofrimentos, morais e físicos, e onde, depois de morto, lhe foi preparada a sua misérrima câmara ardente; e por afirmar que, *pelo menos*, desde 1595 a 1737, se pode garantir, com vinçada precisão, o local em que tiveram sepultura os ossos do grande lírico.

Nem ao de leve duvidamos da segunda conclusão, antes, ao contrário, pelo que, sobre o assunto temos investigado, acreditamos convictamente que, embora em diferentes sítios, nunca os seus restos mortais tiveram outra jazida que não fôsse a igreja do histórico Convento das religiosas de Sant'Ana da Ordem de S. Francisco.

Quanto à primeira, ainda que não existissem muitos outros instrumentos históricos, que de facto existem, que a põem em dúvida, há, entre elles, uma importantíssima obra histórica, de António de Campos Júnior, intitulada «Luiz de Camões», publicada em 1901, em larga edição de luxo, feita pela Empresa do Jornal «O Século», obra que, pela sua importância, teve a maior difusão no país e no estrangeiro, e estampou, numa das suas 480 páginas, sem lhe faltar o mínimo pormenor, a fotogravura do prédio em que existe a lápida comemorativa da morte do excelso lírico.

Esta mesma obra descreve, ainda, uma escritura de venda da supra-citada propriedade, pela quantia de 35\$000 réis, datada de 4 de Dezembro de 1602; acrescentando mais que a casa foi reconstruída e ampliada, ficando com a configuração que a fotografura apresenta.

A estampa que, por intermédio desta Memória, temos a honra de



CASA ONDE MORREU CAMÕES
(Foi reedificada e ampliada)

apresentar à sapiente apreciação de Vossa Excelência, é reproduzida dessa obra.

Mas, repetimos, ainda que não existissem esses autorizados instrumentos, bastava a tradição, alicerçada num período de 355 anos, para haver escrupulo em se aceitar

como verídica, uma conclusão mais obscura do que aquela que pretende aclarar. Só um autógrafo surgido da Torre do Tombo, ou até mesmo da mão do herdeiro dum filólogo dessa época, poderia operar esse milagre.

O progresso é uma admirável e formidável alavanca, mas, até hoje, ainda não conseguiu e jámais conseguirá, esmagar ou aniquilar a tradição; os seus vínculos, através dos séculos, são irremovíveis.

Não obstante, como o podíamos fazer, não vimos aqui para citar obras, autores e datas; isso levar-nos ia muito longe, e a natureza da Memória Expositiva, que temos a honra de apresentar a Vossa Excelência, nem de longe tem o caracter duma brochura.

Todavia, precisamos de acrescentar que, até à presente data, nunca essa tradição foi contestada; e a prova, palpável, do facto é que, em 1867, quando o anterior proprietário do prédio, Manuel José Correia, pretendeu mandar colocar a lápida comemorativa, na frente da casa, necessariamente teve de requerer à Ex.^{ma} Câmara Municipal de Lisboa a indispensável autorização, e, até muito provavelmente, a cerimónia teria tido lugar, perante a comparência de elementos oficiais, vista a importância e a histórica significação do acto.

Foi assim que, baseada em dezenas de autorizadas obras, a mencionada tradição nem de longe, sequer,

pensou em impedir a execução dum acto, que não representou mais que uma justissima homenagem póstuma, prestada ao homem que soube cantar as glórias e os sofrimentos da sua Pátria!

Mas há mais:— mais impressionante, mais compreensível e mais intuitivo; é que compreendemos bem que o local indicado pelos Ex.^{mos} Srs. engenheiro Augusto Vieira da Silva e Gustavo de Matos Sequeira, é, de facto, próprio para, em harmonia com a proposta de Vossa Excelência, ser colocada uma lápida, perpetuando o local que, muitos anos, reteve os restos mortais do primeiro vate de todo o mundo, mas sem colidir com a simbólica lápida, colocada na frente da casa onde a tradição histórica afirma que êle morreu. E isto é tanto mais justo, quanto as duas comemorações, são inteira, vincada e retintamente distintas:— uma, vincula-lhe a casa em que se deu a sua morte; a outra, comemora-lhe o local que lhe serviu de longa jazida; e grande infelicidade é, para Portugal, que a mesma tradição histórica não vincule, com vestígios de verdade, a morada onde nasceu, porque, de facto e de direito, não teria um antepassado Município, ou o predecessor proprietário do prédio onde o caso se deu, deixado de, na respectiva frontaria, mandar esculpir a data comemorativa do seu nascimento, ficando assim vinculadas as três principais fases da sua agitada vida.

Neste sentido podem-se citar muitos exemplos, mas bastam apenas dois, que, para mais, são do domínio dos nossos dias:— Um dêles diz respeito a José Maria Latino Coelho, que sabendo aliar às nobres qualidades de cidadão dos mais ilustres, o fulgor radiante de se ter revelado uma sumidade das letras pátrias, se fez crédor do preito que lhe foi prestado, collocando-se-lhe na frontaria da modesta casa em que nasceu, sita na Rua do Vale de Santo António, uma lápida comemorativa desse acontecimento, sem prejuizo de, no sítio em que jazem os seus restos mortais, estar gravada a inscrição que, aos vindouros, perpetua a sua memória.

O outro, que tendo certa analogia com o primeiro, tem, não obstante, significado igual ao caso do nosso épico, refere-se ao excelso e venerando cidadão, Dr. Manuel de Arriaga, que, pelo conjunto de virtudes que o exornavam, tendo subido à alta dignidade de Chefe de Estado da Nação Portuguesa, foi-lhe, após a sua morte, collocado o merecido padrão marmóreo, comemorativo do acontecimento, na frente do prédio sito na Rua do Presidente Arriaga, em que o óbito se deu, sem que esse padrão, que significa um acto, obstasse a que, no mausoléu em que repousam os seus despojos, fôsse gravada a inscrição que perpetua outro, inteira e completamente diferente.

Em nenhum destes dois exemplos se vinculou a morada em que o nascimento teve lugar, mas foi-lhe esculpida a adequada inscrição na casa em que sucedeu o passamento, e, no cemitério em que jazem os restos de cada um, outra inscrição teve lugar.

Caso perfeitamente idêntico se deu, ainda, com outros dois ilustres varões portugueses, que, em todos os actos da sua vida, demonstraram ser ardorosos patriotas, dignos da pública consideração. — Foram estes: José Elias Garcia, o preclaro e estrênuo propugnador da instrução pública, a quem esta muito ficou devendo, quando da sua passagem pelos *fauteuils* do Município de Lisboa; e o cidadão ilustre, burlador da eloquência nacional, que, pelas suas sublimes qualidades, atingiu a culminância de Chefe de Estado, e que se chamou Dr. António José de Almeida.

O paralelo que se dá e resalta, do que foi praticado com os dois falecidos Chefes de Estado, é justamente o que nos parece estar indicado para com o grande, inigualável e imortal Luiz de Camões, e esta solução é tanto mais curial, quanto temos toda a conveniência em evitar que se possa dizer: — os portugueses quasi que, por completo, desconhecem a vida do sublime poeta que lhes soube cantar as glórias!

Eis, pois, Excelentíssimo Senhor Luiz Pastor de Macêdo, o que, sobre

o momentoso assunto, se nos oferece dizer, se bem que, muito mais ainda, poderíamos acrescentar; mas, para o esclarecido espírito de Vossa Excelência, o que anotado fica é o bastante para visualizar o ajustamento dos aduzidos conceitos, a lógica expositiva, os valores históricos e tradicionais postos em foco, e as conclusões que, sem esforço, se tiram de todo este conjunto. Ao recto critério de Vossa Excelência é submetido este problema, que, como dissemos a Vossa Excelência, esperamos seja resolvido com o acerto, com a equidade e, acima de tudo, com a devida Justiça!

Entregue ao Excelentíssimo Senhor Luiz Pastor de Macêdo, Digníssimo Presidente do Conselho de Estética Cidadina e Vogal da Comissão Administrativa da Câmara Municipal de Lisboa.

Lisboa, 5 de Outubro de 1934.

(aa) MANUEL DOS SANTOS DELGADO
NICOLAU PINTO CORREIA.

Ex.^{mo} Sr. Presidente do Conselho de Estética Cidadina, Vereador Luiz Pastor de Macedo:

Sobre a exposição feita a V. Ex.^a pelos Srs. Manuel dos Santos Delgado e Nicolau Pinto Correia, acerca da casa onde a *tradição documental* diz ter falecido Camões, na Calçada de Sant'Ana, oferece-se-nos apre-

sentar a V. Ex.^a as seguintes considerações:

Nas tentativas que nos meados do século passado se fizeram para localizar a casa onde havia morrido

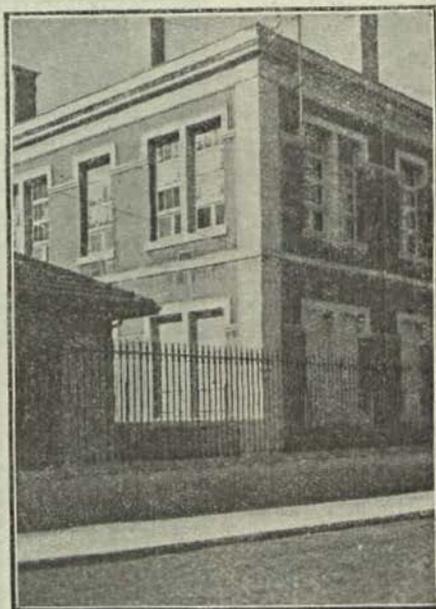


Casa da Calçada de Sant'Ana, onde está a lápida comemorativa do falecimento de Camões

Camões, foram consultados os autores contemporâneos ou pouco posteriores ao poeta (pois que não existe documentação directa do facto), e analisando e confrontando os seus dizeres, chegou o Visconde de Juromenha, por 1853, à conclusão que era ela a contígua, pela banda de baixo ou do sul, à que fórma a es-

quina da Calçada de Sant'Ana para o Bêco de São Luiz da Pena (antigas Escadinhas de S. Luiz), conclusão que não está em harmonia, ou que erradamente se tira das fontes de que aquele investigador se serviu.

Não vale a pena repetir aqui a demonstração do erro que aquele autor criou, que já fizemos no relatório que apresentámos a V. Ex.^a sobre o assunto.



Cunhal da enfermaria do Instituto Bacteriológico, onde se propõe a colocação da lápida comemorativa da jazida dos ossos de Camões na Igreja de Sant'Ana

Passados poucos anos, em 1861, um autor anónimo, mas que se sabe que era António da Silva Túllio, vai buscar o trabalho do Visconde de Juromenha, localiza a casa na

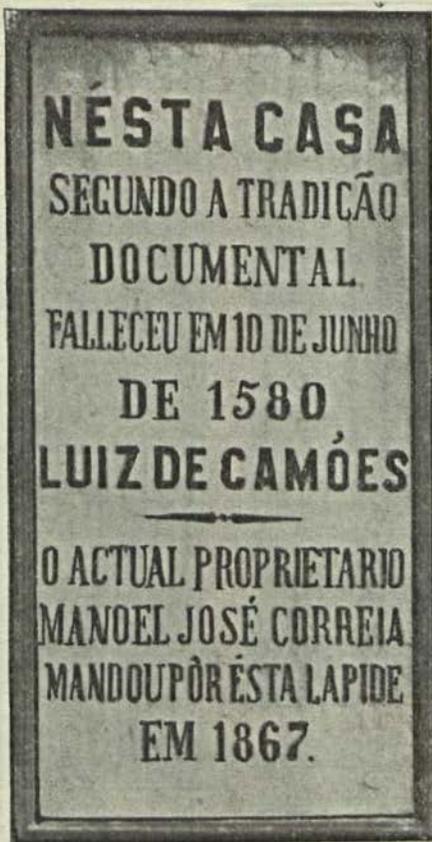
esquina da Calçada de Santana, para as Escadinhas de São Luiz, supondo que era a casa aquela a que se referia este illustre escritor, rebusca os títulos da propriedade

— nos quais não encontra a menor referência a ter Camões vivido ou falecido ali — e publica no *Archivo Pittoresco*, vol. IV, 1861, pag. 175, um artigo que veio criar a tradição de ter sido na casa da esquina que faleceu o nosso grande épico, pois que ninguém, nem o próprio Visconde de Juromenha, o havia dito até então.

Há setenta e três anos, portanto, que nasceu a tradição — o que está muito longe dos trezentos e cinquenta anos a que se referem os signatários da representação apresentada a V. Ex.^a, — de ter Camões vivido ou falecido na citada casa da esquina da Calçada de Sant'Ana. É no artigo de

Silva Tullio que António de Campos Júnior encontrou a referência à escritura de 4 de Dezembro de 1602, que não prova cousa alguma sobre o facto que se discute.

Criada a tradição, o proprietário do prédio, Manuel José Correia, aproveitando-se da ideia lançada por Silva Tullio, no seu citado artigo do *Archivo Pittoresco*, resolveu em 1867, por ocasião dos festejos de inauguração da estátua do nosso cantor (que se efectuou em 9 de Outubro), fixá-la em documento mais visível e duradouro, escolhendo para isso uma lápida de mármore, onde fez gravar a inscrição comemorativa, muito conhecida e divulgada.



Inscrição da lápida da casa da Calçada de Sant'Ana

Ignoramos se o descerramento da lápida colocada na fachada da casa, que se realizou na ocasião da inauguração do monumento, teve qualquer character official, ou officioso,

por parte da Câmara Municipal da-quele tempo, mas supomos que não, porque não encontramos nenhum documento da Câmara a ela alusivo, nem qualquer referência a cerimónias, ou festejos por essa ocasião, nos jornais da época.

Daí em diante todos os escritores aceitaram a *tradição* como um dogma, tendo-lhe sido feita larga divulgação por ocasião das festas comemorativas do tri-centenário do falecimento do poeta, em 1880.

A revista *A Arte*, de Junho de 1880, traz, acompanhando um artigo do Visconde de Castilho, dois desenhos do mesmo, representando um deles a casa da esquina para o Bêco de S. Luiz, com a feição que tinha em 1880, e o outro o aspecto conjectural sob que o autor a via na ocasião da morte do poeta, em 1580. Fantasia de artista, que também tem ajudado a arrear a *tradição*.

Quanto ao argumento apresentado pelos signatários da exposição que estamos analisando, da invocação da autoridade do romancista António de Campos Júnior, para decidir questões históricas, não nos merece a pena discuti-lo, porquanto revela uma falta completa de critério histórico, a par do desconhecimento do assunto, a-pesar-de os signatários da representação alegarem que *podiam citar obras, autores e datas* para justificarem a sua

tese, o que não fazem, porque... não o podem fazer.

Como consequência do exposto, diremos que mantemos tudo o que consta do nosso primeiro relatório sobre este assunto, e que só considerações de ordem sentimental é que poderão justificar a conservação da lápida na fachada do prédio da Calçada de Sant'Ana, n.ºs 139 e 141.

Tanto argumento há para se dizer que Camões nasceu ou faleceu nesta casa, como para se afirmar que isto aconteceu em qualquer casa de Alfama ou da Mouraria. O que apenas se pode entrever, mas muito vagamente, dos documentos conhecidos, é que a casa do falecimento do épico seria no recanto superior que forma a Calçada Nova do Colégio (antiga Travessa do Monturo), onde ela faz a volta para a Calçada de Sant'Ana.

Tudo isto, porém, são incertezas, meras possibilidades. O que é fóra de contestação, é que o local onde elle esteve enterrado, pelo menos desde os anos de 1595 a 1737, a que se refere documentação autêntica, foi o da desaparecida igreja, ou ermida, do Mosteiro das Freiras de Sant'Ana.

Lisboa, 14 de Dezembro de 1934.

Os Vogais
da Comissão de Estética Cidadã

(aa) AUGUSTO VIEIRA DA SILVA
GUSTAVO DE MATOS SEQUEIRA.

SUMÁRIO

TEXTO:

LISBOA SOB O DUQUE DE ALBA, Dr. Rodrigues Cavalheiro — AS QUINTAS REAIS DO LUGAR DE BELÉM, Mário de Sampaio Ribeiro — AINDA A CASA ONDE FALECEU CAMÕES.

GRAVURAS:

CASA ONDE MORREU CAMÕES — CASA ONDE ESTÁ A LÁPIDA COMEMORATIVA DO FALECIMENTO DE CAMÕES — CUNHAL DA ENFERMARIA DO INSTITUTO BACTERIOLÓGICO, ONDE SE PROPÕE A COLOCAÇÃO DA LÁPIDA COMEMORATIVA DA JAZIDA DOS ÓSSOS DE CAMÕES — INSCRIÇÃO DA LÁPIDA DA CASA DA CALÇADA DE SANT'ANA.

Capa (Anverso): — TRECHO DE PAINEL DE AZULEJO REPRODUZINDO A ILUMINURA DO REGIMENTO DE D. MANUEL AOS VEREADORES E OFICIAIS DA CÂMARA DE LISBOA (1502) — *Fábrica Constância* — *Cartão do prof. Leopoldo Battistini* — *Ornatos de Viriato Silva* — *Fotografia do Ex.^{mo} Sr. Comandante António José Martins.*



Anais das Bibliotecas, Museus e Arquivo Histórico Municipais

Ano I — (N.^{os} 1 e 2 — 182 pags.)
De Junho a Dezembro de 1931 — **Esc. 10\$00**

Ano II — (N.^{os} 3 e 4 — 97 pags.)
De Janeiro a Junho de 1932 — **Esc. 10\$00**

Ano II — (N.^o 5 — 25 pags.)
De Julho a Setembro de 1932 — **Esc. 7\$00**

Ano II — (N.^o 6 — 48 pags.)
De Outubro a Dezembro de 1932 — **Esc. 7\$00**

Ano III — (N.^{os} 7 a 10 — 76 pags.)
De Janeiro a Dezembro de 1933 — **Esc. 25\$00**

Ano IV — (N.^o 11 — 36 pags.)
De Janeiro a Março de 1934 — **Esc. 7\$00**

Ano IV — (N.^o 12 — 32 pags.)
De Abril a Junho de 1934 — **Esc. 7\$00**

Ano IV — (N.^o 13 — 37 pags.)
De Julho a Setembro de 1934 — **Esc. 7\$00**

Ano IV — (N.^o 14 — 78 pags.)
De Outubro a Dezembro de 1934 — **Esc. 7\$00**

Ano V — (N.^o 15 — 29 pags.)
De Janeiro a Março de 1935 — **Esc. 7\$00**

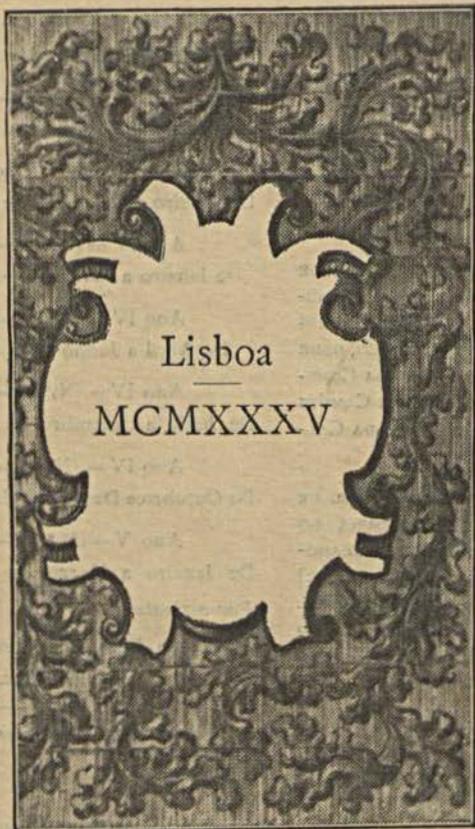
Por assinatura:

Prêço de cada número — **Esc. 7\$00**

Um ano — **Esc. 25\$00**

SOUSA MARTINS — *In Memoriam* — **Esc. 40\$00**

DEPOSITÁRIOS EM TODO O PAÍS:
Livraria Rodrigues & C.^a
RUA DO OURO, 188 — LISBOA



Lisboa
MCMXXXV